



Les fintech

Etat des lieux et perspectives

A retenir

- ▶ **Une fintech n'est pas une technologie en soi** : c'est une entreprise ou une offre qui combine technologies numériques, analyse de données et services financiers. Le secteur couvre notamment les paiements, le financement, les services bancaires, l'assurance, la gestion d'actifs, la regtech, la gestion du risque et les outils de gestion financière.
- ▶ **La France est le 1^{er} écosystème fintech de l'Union européenne**. En 2025 la France compte 1145 entreprises, 14 licornes et 54 000 emplois dans ce secteur.
- ▶ **Du point de vue du financement, le secteur est entré dans une phase de maturité et de sélectivité**. Les investisseurs privilégient davantage la rentabilité, la qualité des revenus et la capacité à passer à l'échelle. Le montant total levé par les fintech françaises est passé d'environ 1,3 milliard d'euros en 2024 à 1,1 milliard en 2025. Au premier semestre 2026, trois opérations représentent environ 74 % des montants levés. Entre janvier et juillet 2026, les fintech françaises ont levé environ 1,2 milliard d'euros.
- ▶ **Pour les entreprises non financières, la valeur est déjà très concrète** : paiements et encaissements, gestion de trésorerie, facturation, comptabilité, financement du besoin en fonds de roulement, gestion des dépenses, lutte contre la fraude, conformité ou assurance. Le choix d'une solution doit toutefois intégrer sécurité, réglementation, interopérabilité et dépendance au fournisseur.

Introduction

- ▶ **La fintech désigne les acteurs qui utilisent le numérique pour concevoir, distribuer ou opérer des services financiers différemment**. Il recouvre des startups et scale-ups, mais aussi des infrastructures ou logiciels spécialisés utilisés par des banques, assureurs, entreprises et plateformes. Les innovations reposent sur la connexion des logiciels, l'hébergement à distance, l'intelligence artificielle et l'analyse des données, les registres partagés, l'identité numérique et la cybersécurité. L'analyse consiste notamment à rapprocher des données de transactions pour détecter une fraude ou évaluer un risque. La différenciation vient souvent de la qualité d'intégration de ces briques autant que de la technologie elle-même.
- ▶ **Le secteur ne se limite pas aux applications grand public**. Une part importante de la fintech est B2B : outils de trésorerie, de comptabilité, de paiement, de crédit, d'identité, de conformité, de gestion du risque ou de connexion aux infrastructures financières.
- ▶ **Les frontières entre finance et logiciels s'estompent avec la finance embarquée** : un service de paiement, de crédit ou d'assurance peut être intégré directement dans un logiciel métier, une marketplace ou un parcours d'achat, sans devenir le produit principal proposé au client.
- ▶ **La finance reste une activité fortement réglementée**. Selon le service fourni, une fintech doit disposer d'un agrément, d'un enregistrement ou s'appuyer sur un partenaire régulé. La conformité, la protection des données, la lutte contre la fraude et la résilience opérationnelle font donc partie du modèle économique.
- ▶ **Le développement des fintech soulève enfin un enjeu de compétitivité et de souveraineté européennes**. Paiements, cloud, identité, données et infrastructures de marché sont des couches stratégiques. L'enjeu est de faire émerger des acteurs capables de croître en Europe tout en conservant sécurité, interopérabilité et confiance.

1. Quelques repères sur les fintech

- **Une fintech peut intervenir à trois niveaux : dans l'interface avec le client, les processus métier ou l'infrastructure financière.** Certaines remplacent un parcours traditionnel, d'autres fournissent une brique invisible à une banque, un assureur ou une entreprise. Les catégories se chevauchent donc de plus en plus.
- **La valeur se crée rarement grâce à une technologie isolée.** Elle vient de la combinaison entre données, logiciel, accès aux infrastructures financières, expérience utilisateur et maîtrise réglementaire. La capacité à s'intégrer aux systèmes existants et à industrialiser les contrôles est souvent décisive.
- **Les paiements instantanés changent les usages de trésorerie et d'encaissement.** Depuis octobre 2025, les prestataires de paiement de la zone euro doivent permettre l'envoi de virements instantanés en euros et proposer la vérification du bénéficiaire, ce qui ouvre de nouveaux services mais renforce aussi les exigences anti-fraude.

Huit domaines d'action regroupés en quatre grands blocs

Domaines	Fonctions	Exemples d'usages
Moyens de paiement	Payer, encaisser, tenir un compte ou distribuer des services bancaires	Banque en ligne ou mobile, virements instantanés, cartes, portefeuilles numériques, accès sécurisé aux comptes (open banking)
Services bancaires		
Financement	Financer des entreprises et projets, ou gérer et distribuer l'épargne	Crédit B2B, affacturage, crowdfunding, épargne digitale, conseil et outils de gestion
Gestion d'actifs		
Assurtech	Souscrire, tarifier, prévenir, mesurer et couvrir les risques	Assurance embarquée, cyber, paramétrique, scoring, détection de fraude
Gestion du risque		
Regtech	Automatiser la conformité et les fonctions financières ou administratives	Know your customer (KYC), lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, reporting, facturation, comptabilité, trésorerie, dépenses et contrôle
Services fonctionnels		

Les principales briques technologiques

- **Les fintech combinent des technologies désormais largement disponibles.** Contrairement aux prémices du secteur, la compétition se joue moins sur la possession d'une « technologie miracle » et davantage sur l'utilisation de technologies existantes pour permettre des solutions nouvelles et sur leur industrialisation dans un environnement où fiabilité, sécurité et conformité sont assurées.

Brique technologique	Apport principal	Exemples d'usage	Points de vigilance
API, open banking et finance embarquée	Connecter comptes, paiements et services financiers à des logiciels tiers	Agrégation, initiation de paiement, Banking as a service, crédit ou assurance intégrés	Qualité des API, consentement, responsabilité et dépendance aux partenaires
Données et intelligence artificielle	Automatiser l'analyse, la décision et les interactions	Fraude, KYC, scoring, conseil, service client, rapprochement comptable	Qualité des données, explicabilité, biais, sécurité et gouvernance des modèles

Brique technologique	Apport principal	Exemples d'usage	Points de vigilance
Cloud, SaaS et modernisation des cores	Déployer rapidement des services et mutualiser l'infrastructure	Core banking, ledger, trésorerie, comptabilité, gestion des dépenses	Résilience, réversibilité, concentration des fournisseurs et cybersécurité
Blockchain et tokenisation	Représenter et transférer des actifs ou droits sur des registres distribués	Crypto-actifs, titres tokenisés, collatéral, règlement-livraison	Interopérabilité, liquidité, cadre juridique et pertinence économique du cas d'usage
Identité numérique et cybersécurité	Sécuriser l'entrée en relation, l'authentification et les transactions	KYC, biométrie, passkeys, signature, anti-fraude, regtech	Usurpation d'identité, protection des données, auditabilité et gestion des incidents

- **En 2026, les principaux axes de développement du secteur concernent notamment l'IA, l'open finance, la modernisation des plateformes, la tokenisation et la confiance numérique.** Le FinTech Radar 2026 de Theodo FinTech, mind Fintech et France FinTech analyse ainsi 40 innovations à partir de retours de 83 CTO et VP Engineering. Trois enseignements se dégagent : l'IA est déjà utilisée en production par 71 % des fintech interrogées ; la capacité à exploiter des données fiables et accessibles constitue un facteur de différenciation ; la sécurité et la conformité s'intègrent dès la conception des services.

2. La fintech française en phase de maturité

- Le Panorama 2026 de France FinTech et Bpifrance recense **1 221 fintech françaises**. Le financement représente 19,6 % des acteurs, devant les services fonctionnels (16,9 %), la gestion d'actifs (15 %), l'assurtech (12,9 %), le paiement (11,8 %), la regtech (10 %), la gestion du risque (7,7 %) et les services bancaires (6,1 %).
- **Le financement montre un rebond, mais reste concentré.** Entre janvier et juillet 2026, les fintech françaises ont levé environ 1,2 milliard d'euros en 37 opérations. Le seul mois de juin représentait 680 M€, porté notamment par Alan (480 M€) et Morpho (175 M€). Selon l'Observatoire des fintech et KPMG, les levées de fonds dans le domaine étaient d'environ 1,3 milliard d'euros en 2024 et 1,1 milliard en 2025.
- Après une période dominée par l'hypercroissance, le secteur se recentre sur la **rentabilité, la qualité des revenus et l'efficacité du capital**. Cette évolution favorise les modèles capables de démontrer une valeur récurrente et de supporter durablement les coûts de conformité, de risque et d'infrastructure.
- Les partenariats avec les banques, assureurs et grands groupes deviennent un levier de distribution et de crédibilité, tout en donnant accès aux infrastructures et aux agréments nécessaires.
 - La consolidation progresse : acquisitions, rapprochements et intégration de briques fintech permettent d'élargir les offres, d'accéder à de nouveaux clients ou d'absorber des coûts réglementaires et technologiques croissants.
 - Le principal enjeu de passage à l'échelle reste l'internationalisation : vendre dans plusieurs pays européens suppose de gérer des règles, habitudes de paiement, partenaires et marchés encore fragmentés malgré le cadre du marché unique.
- **La résilience opérationnelle est un sujet central.** Le règlement DORA s'applique depuis le 17 janvier 2025 aux entités financières. En 2025, près de 200 incidents majeurs ont été notifiés à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) l'ACPR et environ 60 % impliquaient un prestataire informatique, ce qui renforce l'attention portée au risque de tiers.

La France face à ses principaux concurrents

- **Les comparaisons internationales dépendent fortement du périmètre retenu.** Les données KPMG agrègent capital-risque, *private equity* et fusions-acquisitions, alors que le baromètre France FinTech cité plus haut porte sur les levées en fonds propres hors dette. Elles permettent néanmoins de situer les grands rapports de force.

	Points forts et réalisations	Lecture pour la France
Royaume-Uni	10,9 Md\$ d'investissements fintech en 2025 selon KPMG, sur 418 opérations. Londres reste le principal hub européen de financement.	Référence européenne pour le passage à l'échelle, les talents financiers et les sorties, même si l'investissement a fortement ralenti en 2026.
Pays nordiques	5,3 Md\$ en 2025, dont 4,8 Md\$ pour la Suède. Les montants sont fortement influencés par quelques grandes opérations.	Des marchés domestiques plus petits peuvent faire émerger des acteurs internationaux ; les comparaisons annuelles restent volatiles.
Allemagne	966 M\$ en 2025, puis 1,6 Md\$ au premier semestre 2026 sur 36 opérations selon KPMG.	Un concurrent proche dans l'UE ; le rebond 2026 illustre la forte sélectivité et la concentration des capitaux.
États-Unis	56,6 Md\$ en 2025 ; 80,8 Md\$ au premier semestre 2026, en partie portés par de très grandes opérations.	Un écart de profondeur de marché et de capitaux qui pousse les fintech européennes à accélérer l'internationalisation et les alliances.
Kenya	84,8 % des adultes ont accès à des services financiers formels en 2024. La banque centrale identifie l'argent mobile, notamment M-PESA, comme moteur de l'inclusion.	L'innovation répond à l'accès aux paiements et aux services financiers. Cet indicateur d'usage ne constitue pas un classement des investissements.
Asie-Pacifique dont Chine et Japon	9,3 milliards de dollars en 2025, dont 876 millions pour la Chine. Au Japon, KPMG recense notamment le rachat d'une participation dans Upsider, spécialiste du crédit aux entreprises.	Le financement de nouveaux acteurs ne résume pas l'adoption des services numériques par les plateformes et institutions existantes.

- **La France dispose d'un écosystème dense et diversifié, le premier de l'Union européenne en nombre d'acteurs.** Le défi est désormais de transformer cette masse critique en champions européens : croissance rentable, accès aux capitaux de long terme, internationalisation, consolidation et capacité à conserver en Europe les fonctions stratégiques.
- **Le cadre européen continue d'évoluer.** Depuis le 1er juillet 2026, les services sur crypto-actifs en France nécessitent une autorisation conforme à MiCA (Markets in Crypto-Assets). Le paquet PSD3/PSR (Directive sur les services de paiement 3/ Règlement sur les services de paiement), destiné notamment à renforcer la lutte contre la fraude et l'open banking, a fait l'objet d'un accord politique et reste à finaliser avant son entrée en application.

3. Comment les fintech transforment-elles la création de valeur dans l'économie et la finance ?

- **Les fintech transforment à la fois les opérations des entreprises non financières et le fonctionnement des acteurs financiers traditionnels.** Elles permettent aux entreprises d'intégrer plus facilement des services de paiement, de trésorerie, de financement, de facturation, de gestion des dépenses, de risque, de conformité ou d'assurance dans leurs outils. Elles poussent également les banques, assureurs et infrastructures financières à moderniser leurs systèmes, automatiser leurs processus, exploiter davantage la donnée et proposer des services plus rapides, plus personnalisés et plus interopérables.
- **Les acteurs traditionnels adaptent leurs offres et leurs infrastructures.** Les fintech les concurrencent sur les prix, les délais et la relation client. Banques et assureurs modernisent leurs outils, investissent ou nouent des partenariats. Les fintech peuvent, en retour, utiliser leurs infrastructures, capacités de financement et réseaux de distribution.
- **L'inclusion financière ouvre aussi de nouveaux débouchés.** Dans les marchés peu bancarisés, les comptes et portefeuilles mobiles permettent à davantage de clients de payer à distance. Pour les entreprises, cela peut élargir la clientèle, sécuriser les encaissements et faciliter le paiement des fournisseurs. Les petites entreprises sans historique de crédit peuvent aussi bénéficier de financements fondés sur leurs flux.
- **La traçabilité des paiements peut faciliter la formalisation des activités.** Un historique électronique aide à documenter les revenus, tenir une comptabilité et présenter une demande de financement. Cet effet dépend toutefois de l'identification des utilisateurs, de l'accessibilité des services et de leur coût ; le paiement numérique ne supprime pas automatiquement l'informalité.
- **Le choix d'une fintech engage l'entreprise dans la durée.** Acheter une solution, la développer ou s'associer à un fournisseur peut accélérer le déploiement et réduire les coûts fixes. L'intérêt dépend de l'intégration, de la sécurité, du statut réglementaire, de la portabilité des données, de la continuité de service et du coût total.

Bénéficiaires possibles	Exemples de valeur recherchée	Maturité et vigilance
Direction financière et trésorerie	Paiements instantanés, encaissement, cartes virtuelles, rapprochement, prévision de trésorerie et gestion multi-comptes.	Usages matures. Vérifier fraude, droits d'accès, intégration ERP et continuité de service.
TPE, PME et ETI en recherche de financement	Affacturation, avance de facture, crédit aux entreprises, financement participatif ou solutions fondées sur les données de flux.	Marché actif. Comparer coût total, conditions contractuelles, qualité du risque et dépendance au refinancement.
Finance, comptabilité, achats et RH	Facturation, comptabilité, notes de frais, cartes d'entreprise, pilotage budgétaire et automatisation des circuits de validation.	Logiciels en ligne largement diffusés. La qualité des données, la réversibilité et l'intégration au système d'information déterminent le bénéfice attendu.
Risque, conformité, assurance et relation client	Vérification d'identité, lutte contre le blanchiment, détection de fraude, évaluation du risque, cyber-assurance et assurance intégrée aux parcours clients.	Valeur élevée mais contraintes fortes : réglementation, explicabilité, auditable, protection des données et cybersécurité.